

Novembre 1869

BULLETIN**DE L'UNION REPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.**

PRIX DE L'ABONNEMENT :

\$1.00.

BUREAUX : 135, WOOSTER'S STREET, NEW-YORK.

PRIX DU NUMÉRO

10 CENTS

A nos lecteurs.

Cette publication n'est ni un journal, ni une revue; ce n'est l'organe ni d'un propriétaire, ni d'une coterie, mais d'une société répandue dans les Etats-Unis. Toutes les questions importantes qui seront traitées dans les réunions de cette société, trouveront place ici.

Notre désir est de rendre ce bulletin hebdomadaire. Dans ce but, nous faisons appel, non seulement aux actions de la société, mais à tous les républicains. Nous comptons sur le concours de leur plume, et surtout de leur argent, sous forme de souscriptions et d'abonnements. Selon qu'on répondra à cet appel, le bulletin pourra paraître à des intervalles plus ou moins rapprochés. Jusque là, ne voulant nous engager qu'à ce que nous sommes, dès aujourd'hui, certains de tenir, nous ne publierons ce bulletin qu'à intervalles irréguliers, au moins une fois par mois.

Jusqu'à nouvel ordre, les abonnements seront de \$1, et donneront droit à 12 numéros.

Pour les abonnements et les souscriptions, s'adresser 135 Wooster St, New-York.

Quant aux principes de la société, qui ont aussi ceux du journal, nous pouvons les énumérer en peu de mots:

1. République universelle,
2. Liberté pleine et entière de l'homme,
3. Egalité des conditions devant la production et la répartition de la richesse,
4. Abolition de tous les privilèges,
5. Solidarité de tous les peuples,
6. En résumé, JUSTICE pour tous.

L'Union Républicaine

SA FONDATION.

Le 20 octobre 1868, un grand nombre de Français, Belges, Italiens, Suisses, etc., tous républicains, parlant la langue française, se sont réunis à St. Louis, et y ont fondé l'Union républicaine de langue française.

Le 25 du même mois, ils ont adopté un règlement pour leur Section, et ont voté un appel à tous les citoyens parlant leur langue en Amérique, pour les engager à imiter leur exemple.

De la déclaration de principes placée en tête du règlement et des explications données dans cet appel, il résulte que l'Union est fondée:

- 1° Pour relier entre eux les différents groupes républicains épars sur ce vaste continent.
- 2° Pour les faire sortir, par la force de l'Union, de l'isolement politique dans lequel nos compatriotes se trouvent par la non-connaissance de la langue, la différence des mœurs et coutumes, et surtout l'antipathie que nous éprouvons tous

pour les pratiques intolérantes de la religion dominante.

3° En présence de l'état politique de l'Europe, pour affirmer notre foi politique, et la défendre par tous les moyens en notre pouvoir.

4° Pour soutenir et encourager le mouvement économique que les classes productrices ont mis à l'ordre du jour, dans les Congrès de Louvain, Bâle, etc.

5° Pour arriver à posséder un organe, au service de ces principes, indépendant du caprice d'un propriétaire ou d'un imprimeur.

6° Enfin pour établir une fraternité réelle entre les différents groupes, afin que chaque citoyen, en voyageant, retrouve partout des amis prêts à l'aider de leurs avis, et matériellement au besoin.

En réponse à l'appel des Citoyens de St. Louis, une grande manifestation ayant eu lieu le 24 février 1869, à Steuben House, la proposition d'adopter ce programme a été acclamée à l'unanimité.

Le 14 mars suivant, les républicains de langue française de New-York ont organisé une Section dans cette ville.

Le 19 mai, la Section a constitué son bureau; ont été élus pour six mois:

CH. VILLA, président.
 HUBERT, 1er vice-président.
 BICATEAU, 2e vice-président.
 TUFFERY, secrétaire.
 DEBUCHY, secrétaire correspondant.
 GAUTIER, commissaire.

Le 28, l'assemblée a modifié le règlement de St. Louis, pour le mettre en rapport avec les besoins de l'Union républicaine de New-York, et a décidé que, pour faciliter et simplifier le travail de la propagande et des réceptions, la ville de New-York comprendrait deux Sections ayant un comité central qui se réunirait une fois par mois.

Dans le même but, on a résolu, sur la proposition de la Section de St. Louis, que l'action du comité de New-York s'exercera, quant à présent, sur le nord et l'est des Etats-Unis, et celle du comité de St. Louis sur l'ouest, etc.

Le secrétaire correspondant de St. Louis informe la section de New-York qu'une Section est fondée à Paluch, sous la présidence du citoyen Bellart.

La Section de St. Louis a élu:
 Les citoyens BAUER, président.
 LOREAU, secrétaire.

R. MESCADIER, secrétaire correspondant.

Les républicains de Newark, New Jersey, ont aussi fondé une Section, et ont informé le comité central de New-York qu'ils ont choisi pour le 1er semestre:

Le citoyen MORREAU, président.
 GOLAY, secrétaire.
 LABIAUX, secrétaire correspondant.

Des nouvelles régions de Boston, Philadelphie, Paterson, etc., font espérer qu'avant peu des sections y seront fondées, et il résulte de la correspondance de St. Louis, que la Nouvelle Orléans, Chicago et San Francisco vont aussi suivre l'exemple.

C'est ainsi que l'Union républicaine, étant

fondée dans différentes villes, engage par ce bulletin tous les républicains à établir des Sections, et à correspondre immédiatement avec les secrétaires correspondants qui sont:

A New-York,

D. DEBUCHY, 19 Walker street.

A St. Louis,

B. MESCADIER, 616 Spruce street,

lesquels enverront à tous les groupes en formation une copie du règlement et tous les renseignements désirables.

Elections.

PARIS DU COMITÉ CENTRAL.

A la séance du 13 juin, l'assemblée a élu, pour le dernier semestre de l'année, les citoyens:

VILLE, président,
 DUR-VAL et HUBERT, vice-présidents,
 DEBUCHY, secrétaire correspondant,
 TUFFERY, secrétaire,
 FIANZANI, commissaire.

L'assemblée a consacré la plupart de ses séances à préparer une publication périodique. Elle a d'abord projeté de publier un bulletin mensuel sous le nom de souscriptions de plusieurs membres lui ont fait espérer d'arriver à une publication hebdomadaire. Cette publication n'aura lieu que si le montant des souscriptions et des abonnements suffit pour maintenir le journal pendant un an.

A la séance du 30 juin, le citoyen Pelletier est nommé trésorier du journal.

A la séance du 8 août, les citoyens Pelletier, VILLE, DEBUCHY, TUFFERY, LATOR, CONSTANT et PHILIKY sont nommés membres du comité d'organisation du journal, avec autorisation de s'adresser à d'autres sociétés, s'ils le jugent nécessaire. En vertu de cette autorisation, le comité s'est adjoint les citoyens Hubert et Gautier.

A la séance du 12 septembre, la société autorise le comité, pour faire appel aux souscriptions, à commencer une publication paraissant mensuellement, ou plus souvent, si possible.

A la séance du 10 octobre, la société adopte à l'unanimité une résolution portant:

Que les membres de l'Union républicaine appuieront la candidature du général Sigel au poste de secrétaire d'Etat, de leur influence et de leur vote, parce que le général Sigel est toujours montré l'adversaire de toutes les oppressions et le généreux défenseur de toutes les libertés.

La première section de New-York a discuté deux questions importantes: le travail et la révolution. Elle a nommé, pour le dernier semestre de l'année, le citoyen Constant, président, et le citoyen Gautier, secrétaire.

La deuxième section de New-York a discuté les questions: la libre presse, et la révolution. Elle a nommé le citoyen St. Gaudens, président, et le citoyen Philiky, secrétaire.

Nous prions les secrétaires des sections de l'intérieur de nous envoyer un résumé de leurs procès-verbaux afin d'en publier quelques extraits.

2me SECTION

Sur la nécessité actuelle de grouper toutes les forces de la démocratie, un membre s'exprime ainsi:

Jamais l'heure ne fut plus propice. Si l'on jette

Ire SECTION

un coup d'œil sur la situation européenne, on verra que jamais les monarchies n'ont été plus près de leur écoulement général, jamais la République universelle plus près de son triomphe.

L'idée marche. La révolution, commencée par la France en 1789, a jeté des ferments généraux dans tous les cœurs.

Pour combattre ce grand mouvement, dont l'impulsion fut irrésistible, les rois ont surexcité toutes les passions mauvaises des peuples, tous les sentiments étroits. Eux qui ne sont que d'odieuses et cruels exploitateurs, sentant la base de leur puissance ébranlée jusqu'en ses fondements par le flot populaire, ils sont devenus hypocrites. Ils ont fait sonner bien haut des mots à effet: la patrie, la terre natale etc... enfin ils ont créé et propagé le chauvinisme.

Mensonge impudent auquel eux-mêmes ne croyaient pas: arme de guerre contre la liberté. Il était commode de parler de patrie, pour oublier de parler de l'humanité!

Out-ils d'ailleurs une patrie, ces aventuriers, ces conducteurs couronnés qui, au besoin, se recrutent dans des harnais "ad hoc"?

Leur patrie, c'est la liste civile, les millions que l'on fait sauter au peuple.

S'occupe-t-il des quatre-vingt millions d'hommes qui constituent la patrie russe, ce czar, ténébreux égorgé de la Pologne, autocrate ridicule, demi-dieu, demi-roi, toujours tremblant devant une aristocratie qui, à son tour, le méprise autant qu'elle le craint? Il suit qu'il régnera tant que le bétail humain qu'il tond et décime restera sauvage, pauvre et ignorant.

Et ce grotesque gendarme qu'on appelle le roi de Prusse? A quel songe-t-il, sinon à voler des couronnes, des duchés, des fortunes et à passer des revues d'autocrates.

En Autriche, on veut faire du libéralisme; mais on s'échoue devant la prairie, et l'on est sans vigueur pour grouper en un faisceau les éléments divers dont on voudrait composer l'empire.

Et l'Espagne où dix séparatistes trahissent déjà la Révolution qui leur a confié ses destinées? Et l'Italie qui se débat dans d'inextricables difficultés sous un standard bisontin?

Sont-ce là des nations que leurs souverains guident et protègent, ou des troupeaux qu'ils exploitent?

Mais les peuples ne sont plus si aveugles. Embrassés du divin feu révolutionnaire, ils s'agitent. S'ils n'ont le nombre, ils ont la force; peut-être pas encore la force matérielle, mais à coup sûr la force morale, et celle-là renverse les murailles, les citadelles et les despotismes, mieux que chassapots et bombes.

Le jour vient. Il faut que la démocratie ait ses forces prêtes. Il faut donc nous compter et répondre au premier appel.

Formons la sainte alliance des peuples, et que nos adversaires soient l'ignorance et la servitude, personnifiées par le prêtre et le soldat.

Les rois ont en leur sainte-alliance, ayons la nôtre! Ils l'ont encore, au reste, car tous ces mannequins, baillés ou non, qui paradedent sur le velours des trônes, forment entre eux la plus étroite et la plus sinistre association contre la liberté. Ils ont un exécuteur de leurs hautes œuvres; c'est Bonaparte, qu'ils ne toisent que dans ce seul but, car ils le haïssent aussi; mais il faut aller au plus pressé, et, comme il s'entend à merveille à égorgier les républiques et les républicains, on se sert d'abord de lui, quitte à le briser quand son rôle sera fini.

Mais le Bonaparte baïssé à vue d'œil, et la moindre anicroche à l'impériale vesie peut jeter à bas et réduire à néant ce travail sacrilège de dix-huit années.

C'est de la France encore, on le voit, que partira l'étincelle électrique.

Tous les peuples ont les yeux sur elle; ils attendent le réveil de la grande nation dont le plus beau titre de gloire sera d'imposer sa légitime et individuelle prépondérance, pour n'être qu'un des membres de la grande famille humaine.

La lutte qui depuis 1789 n'a jamais cessé, se poursuivant avec des alternatives de triomphes et d'échecs, la lutte entre le despotisme et la liberté touche à sa crise finale.

Les rois ont pour eux les ignorants, les routiniers, les faibles, les adorateurs du fait accompli, les corrompus, la race des laquais et des courtisans, les fusils de l'armée et l'appui apparent des jésuites; les peuples n'ont pour eux que la vérité et le droit: c'est assez!

Depuis 15 ans, nous avons formé plusieurs sociétés politiques, qui toutes, par leurs manifestations, ont rendu quelques légers services à la République Universelle future; mais qui toutes, au bout d'un certain laps de temps, se sont évanouies: comme si, après chaque pas fait en avant, la politique avait besoin d'un peu de repos.

Aujourd'hui, le moment d'en reformer une nouvelle est, dit-on, favorable: c'est mon avis; et je pense que, faisant mieux que par le passé, nous pouvons la rendre permanente, si nous voulons suivre le mouvement révolutionnaire jusqu'à bout, c'est-à-dire en secouant toutes les conséquences sociales.

Il y a eu, et il y a peut-être encore parmi nous, des membres que le mot de "socialisme" contrarie, indispose même, non parce qu'ils en redoutent les réformes, mais parce qu'ils s'imaginent qu'il embrouille les questions politiques, et empêche la révolution d'avancer.

Il faut donc nous expliquer clairement à ce sujet.

Qu'est ce que le socialisme?

D'où vient-il? — où va-t-il?

Pourquoi est-il né? et pourquoi, malgré les persécutions violentes dont il a été l'objet, est-il si virace, si fort, si menaçant pour les privilèges et s'avance-t-il d'un pas si sûr et si égal à la conquête de l'avenir? Disons-le tout de suite. C'est parce qu'il répond aux aspirations de la société. C'est parce que cette organisation simple et naturelle apporte la justice aux hommes, car non seulement il a pour mission de répandre l'instruction parmi les masses et d'agrandir le domaine de la science, mais il active aussi la production et l'échange, il fait de la richesse une plus équitable et plus intelligente distribution.

Il garantit à chacun sa liberté d'action, son droit de travailler, son libre accès à toutes les fonctions. Rendant les hommes responsables de leurs actes, il réhabilite tous les travaux utiles, permet à chacun de se diriger dans la voie qui convient le mieux à ses aptitudes, et supprime toute superstition, toute tyrannie; en un mot tout ce qui abrute et dégrade l'espèce humaine.

D'où vient-il? — En ligne directe de la révolution française.

Avant la révolution, quels étaient les privilèges que le peuple avait à haïr? les nobles, les gens de robe, de calotte, d'épée.

La révolution était faite à comprendre et simple à exécuter; Danton l'expliquait très clairement aux artisans, aux bourgeois et aux marchands, suivis alors de leurs commis, compagnons, apprentis et serviteurs, lorsqu'il leur disait: "vous êtes de nous, mettez vous dessus, et la révolution sera faite."

C'est qu'en effet, cette classe d'hommes disparaissant, la révolution politique s'accomplissait d'elle-même, comme s'accomplirait la révolution sociale si la classe des capitalistes venait à disparaître. Mais nos pères ne connaissant pas d'autre aristocratie que celle dont ils avaient longtemps souffert, ne prirent pas garde d'abord, que sur les ruines de l'ancienne, il pouvait s'en élever une autre, plus froide, plus mesquine, plus terrible: celle du capital.

Ils commercèrent sans entraves, réunirent d'immenses capitaux qui leur servirent à spéculer et à exploiter leurs semblables; et presque aussitôt le mal que la révolution avait cru déraciner reparut, mais cette fois, au nom de la liberté, sous les auspices de la révolution.

Ce mal, on ne sut pas d'abord le combattre, ni même le bien définir; aussi devint-il puissant et envahisseur, et ce n'est que depuis 1848, époque où le socialisme a pris la parole dans toutes les discussions des lois d'intérêt public, que la science a été obligée de s'en occuper et d'attaquer de front cette aristocratie dissolvante. Aujourd'hui les classes ouvrières sont convenues de la combattre jusqu'à ce qu'elle soit anéantie.

Voilà la situation actuelle de la société.

Aujourd'hui la bourgeoisie est maîtresse de tout, elle est devenue oppressive; elle s'est faite aristocrate. Tant pis pour elle; il faut qu'elle disparaisse.

La renverser, l'anéantir, faire que dans le peuple il n'y ait plus de classes, de distinction de rang, de distance d'un citoyen à un autre, voilà l'œuvre à accomplir.

Mais la révolution ne peut y arriver que par la solution du problème social.

Tant que la bourgeoisie n'a eu que des aspirations,

elle a toujours succombé dans la lutte. Mais du jour qu'elle a pu formuler son organisation politique, administrative et économique, son triomphe a été assuré. C'est notre cas actuel. Révolutionnaires socialistes, sachons formuler ce que nous voulons, et comme nous sommes les plus nombreux, les plus jeunes et les plus désintéressés, en supposant qu'il y ait lutte, car il ne faut pas croire que la vieille société s'en ira sans se défendre, notre triomphe est certain.

Sachons ce que nous voulons, ai-je dit! hélas! voilà où est toute la difficulté, et d'où naissent toutes les divisions des Républicains.

N'avons nous que des aspirations? Le socialisme n'est-il qu'un ensemble d'idées générales, écloses sous le crâne de quelques penseurs de génie?

Gardons-nous de le croire.

Il n'est pas donné à un homme, quelque profond qu'il soit, de concevoir à priori une idée d'organisation sociale supérieure, s'il n'a été choqué par l'injustice de quelques lois économiques de la société au sein de laquelle il vit. Rien ne vient qu'à son temps, les réformes comme le reste, et si le socialisme est né au XIXe siècle et non plus tôt, c'est parce que la division du travail, l'emploi des machines et l'agglomération des capitaux pour donner une plus grande impulsion à l'industrie, étaient à peine connus du siècle précédent.

Il y a quarante ans que l'on comptait encore les artisans par milliers dans l'industrie.

Aujourd'hui où sont-ils pour la plupart? dans les mains des capitalistes.

De leurs maîtres qu'ils étaient, que sont ils devenus? des salariés. Ils travaillaient pour eux, à leur convenance, à leur heure. Ils vont à présent à l'atelier au son de la cloche. Ils sont réglementés et les bénéfices de leur travail ne sont plus pour eux.

Dit-on s'étonner que, se voyant déchoir, qu'impuissants à lutter contre le bon marché des produits faits à l'aide des machines qui appartiennent aux capitalistes, les travailleurs aient cherché à concilier leur dignité d'hommes libres avec le bon marché des objets, dans l'intérêt de tous?

Ce serait bien plus extraordinaire s'il en était autrement. — La science sociale ayant démontré que, si les instruments de travail, au lieu de fonctionner pour faire la fortune d'un seul, étaient mis à la portée de tous, il y aurait plus d'aisance dans les masses et plus d'égalité entre les hommes, est-il étonnant que les travailleurs aient cherché à la suppression de tout intermédiaire inutile, de toute aristocratie oisive, de tout monopole artificiel?

L'injustice irrite toujours les hommes; or, comment supposer que des millions de malheureux, qui ont travaillé toute leur vie, pour être seulement logés, vêtus, et nourris, pendant qu'ils procuraient la fortune à ceux qui les employaient, n'aient pas vu que cela est injuste, et n'aient pas cherché des combinaisons nouvelles de travail, où la dignité de l'homme s'accordât avec son bien-être. Et comment croire, qu'ayant entrevu le problème, le producteur reculer devant la suppression de cette aristocratie qui le dépouille et l'exploite.

En supposant qu'il accepte sa pauvreté d'aujourd'hui, a-t-il la moindre garantie qu'il son lendemain ne sera pas pire?

Quelle assurance a-t-il que le propriétaire d'une usine, d'un champ, d'une maison, ne lui retirera pas son travail, ne diminuera pas son salaire, n'augmentera pas son loyer?

Tout est trop incertain et trop contraire à ses intérêts, dans la société actuelle, pour qu'il supporte encore longtemps son mal en patience, et nous devons même en éprouver de la satisfaction, car sans ce sentiment de justice révolutionnaire que chacun de nous porte en soi, où en serions-nous? dans l'immobilité, qui est la pire de toutes choses.

Le but de l'humanité, reconnu partout, étant de satisfaire le plus de besoins avec le moins d'efforts possibles, le plus de besoins, tant petite soit sa sphère d'action, ne néglige cette loi naturelle, qui n'est après tout qu'une nuance de notre instinct de conservation. Sachons nous y conformer de bonne grâce, et réjouissons-nous de penser que les premiers bienfaits de la révolution sociale que le dix-neuvième siècle prépare, seront l'avènement de l'égalité et la disparition de toutes les "crâtes".

2me SECTION

La pré-testation du père Hyacinthe appelle la discussion sur les religions en général et le catholicisme en particulier.

Un membre s'ex prime ainsi :

" Citoyens, je n'examinerai pas pour le moment la question à son point de vue étroit, et je ne chercherai pas comment il se fait que le catholicisme est partout et toujours en antagonisme avec la liberté. Je prendrai un point de vue plus général et plus élevé. Le catholicisme est l'ennemi de la liberté que parce qu'il est une religion, et d'ailleurs, s'il est dangereux partout, il n'est adhésif qu'où il domine.

C'est donc aux religions que je m'attaque au nom et par le droit de la libre pensée. Un philosophe moderne a dit : " Les révolutions sont la marche de l'humanité, les religions en sont les haïtes."

Qu'est-ce donc que ces religions si fatales au progrès ? Quelle est leur origine ? leur but ? Y en a-t-il une bonne à l'exclusion des autres ?

D'abord, et avant tout, premier argument irréfutable, je ne reconnais ni n'accorde à aucun homme le droit de parler au nom et comme fondé de pouvoir d'un Dieu, de s'en dire le mandataire, à moins qu'il ne produise son mandat bien en règle. Ainsi s'écroule le fétichisme des révélations.

On demande à l'homme une foi aveugle, mais cette foi (qui n'est la foi qu'à la condition d'être en effet aveugle et absolue) ne s'acquiert pas par le raisonnement. Elle n'existe qu'à la condition d'être indivisible et inébranlable. De plus, elle doit être exclusive et par conséquent fanatique. Voilà le danger social.

Qu'un croyant essaye de me conquérir, j'y prête les mains, à la seule condition qu'il répudie l'emploi des moyens suivants : abstraction, sentiment, induction. Je veux des raisons palpables.

Mais à quelle foi me convertira-t-on ?

La multiplicité des religions et des sectes n'est elle pas la meilleure preuve de l'inaïté de chacune d'elles ?

Qui oserait dire que ce Dieu créé par l'homme à son image (ce qui n'est guère flatter pour la divinité) n'a en l'autre but que de donner aux hommes une énigme à deviner, et, en autorisant la grande abondance des sectes, de les condamner à l'embaras du choix pour les punir ensuite s'ils ont mal choisi.

Comment le chercheur de bonne foi découvrirait-il la vraie loi dans cette confusion ?

Et puisque toutes les religions se révèlent par les mêmes symptômes, les mêmes traits, les mêmes caractères, n'en conclura-t-il pas qu'aucune n'est supérieure à l'autre ?

Or, puisque, égales qu'elles sont, chacune se prétend supérieure aux autres, chacune est donc dans l'erreur, au moins sur un point.

Mais la foi qui se trompe, est-ce un principe, un fait ou un accident qui doit dominer la raison, la logique, et s'opposer à nos investigations ?

La foi implique le dogme, lequel implique un culte, lequel crée une caste.

Quel est le rôle de la Liberté en présence de ce dogme, de ce culte, de cette caste ?

Citoyens, je vais vous le dire en deux mots, car je ne puis qu'effleurer ce vaste sujet ; mais avec votre approbation j'y reviendrai.

La foi, c'est l'esclavage moral.

La raison, c'est la liberté. Donc notre devoir est de raisonner et d'examiner, et si j'arbore fièrement le drapeau de la libre pensée, c'est pour avoir le droit de fouiller et de chercher ces solutions ardues.

Aujourd'hui, le titre de libre penseur nous est jeté à la tête comme une insulte.

Qu'importe ?

Sommes-nous vraiment si criminels ? Cherchons un peu qui nous accuse ; cherchons quels sont les ennemis de la libre pensée. Qui craint et redoute l'analyse, la dissection ? Est-ce la science ? non. Elle vit d'analyse. Est-ce l'art ? Il est profane. Est-ce l'industrie ? Elle se débat dans la recherche d'une stabilité positive très pratique, très terrestre et songe peu aux spéculations d'un autre monde. Les ennemis de la libre pensée, nos ennemis, ce sont les "prêtres".

Qu'ils viennent hypocritement nous parler de leur mansuétude ; soit ! c'est leur rôle. Mais avant, qu'ils effacent de l'histoire, le Saint Barthélemy, l'Inquisition et les dragonnades.

Dédaignons de répondre aux injures cléricales ; à ces attaques pleines de fiel qui révèlent, non pas seulement un immense orgueil froissé à l'extrême, mais aussi la rage et la connaissance de leur actuelle impuissance, malgré tous les syllabus et tous les conciles, opposons le calme de la logique et de la raison. Non ! nous ne sommes pas des exceptions. Nous

sommes aujourd'hui des minorités, ce qui est bien différent. Je termine. Le but pratique que se proposent les religions peut-il être atteint par la raison ? Oui et mieux ?

La raison croit à la conscience, la religion l'étouffe, la prostitue ou la nie.

La raison condamne le crime, la religion, lorsque c'est l'intérêt de sa cupidité ou de son despotisme, le justifie.

C'est ainsi que l'Eglise—cette grande prostituée—prétend parfois que les crimes des souverains sont justifiables par les résultats obtenus, et d'autre part autorise le meurtre de ces mêmes souverains quand ils lui font obstacle.

L'Eglise justifiant des criminels odieux est leur complice et non leur juge.

Que la faveur de tous les papes tombe sur la tête de Bonaparte, il n'en sera pas moins larron, assassin et parjure.

Les prêtres ont deux poids et deux mesures pour qui sait payer leurs lâches complaisances et leurs vanales absolutions.

Nous, nous n'avons qu'un seul critérium du juste et de l'injuste, qu'un seul poids, qu'une seule mesure : la conscience.

Banquet du 22 Septembre.

Le 22 septembre, l'Union républicaine de New-York a célébré l'anniversaire de la proclamation de la première république française. Pres de deux cents personnes ont assisté à ce banquet commémoratif. La séance est présidée par le citoyen Villa.

Un télégramme de St-Louis, annonçant que nos frères de l'Ouest fêtent, comme nous, ce grand anniversaire, est reçu avec enthousiasme.

Sur la proposition du citoyen Pelletier, l'Assemblée acclame à l'unanimité la résolution suivante :

" Considérant qu'il est de l'intérêt de la République américaine de protéger ses citoyens ; et que si les citoyens, nous demandons que le Congrès prenne des mesures pour que tout citoyen américain a le privilège de posséder sans restriction son jugement "

Le citoyen Villa porte un toast au 22 septembre, aurore de la solidarité des peuples et de la république universelle, commencement du grand drame dont le 24 février 1848 a été le deuxième acte, et dont le troisième et dernier ne se fera pas longtemps attendre. Préparons-nous, et qu'à l'heure de la grève de lutte, l'idée guide les bras. L'homme à une arme que rien ne peut briser, la volonté ; un flambeau que rien ne peut éteindre, la science.

Le citoyen Pelletier. — A la République. Nos pères avaient raison de dire : " la République est au-dessus de tous les suffrages. " Le vote universel ne peut la détruire, car ce serait s'annuler lui-même. De quel droit des électeurs imposeraient-ils un roi, non seulement à leurs concitoyens, mais aux générations futures ? Ceux qui n'ont pas voté seraient-ils donc irrévocablement liés par le vote de leurs pères ? Que la France, courbée sous le baillon impérial, que l'Espagne, en quête d'un roi comme le chien perdu d'un maître, nous servent de leçon. A la République le seul gouvernement de droit, parce que seul, il n'engage pas l'avenir.

Le citoyen Cluzet. — Aux absents, à tous nos frères qui luttent en Europe pour le triomphe de la liberté. Que de loin, nos sympathies les encouragent. Mais surtout à ces grands absents tombés martyrs du droit contre la force et qui, par leur mort, nous ont montré le chemin du devoir.

Le citoyen Vogell. — Au châtiment de l'homme du 2 décembre ; qu'il vive assez longtemps pour voir la république triomphante lui demander compte de son crime. Les cahiers de 1789 étaient les comptes de tutelle du Tiers-Etat. Le prolétaire français est majeur aujourd'hui, il a aussi ses cahiers à présenter. La liberté ne nous appartient qu'à titre d'usufruit ; nul n'a le droit ni de l'aliéner, ni d'en priver ses semblables. L'empire est donc de fait nul et non averti. Vive la République !

Le citoyen Tufford. — Aux Cubains. Tout en célébrant les luttes de nos pères, n'oublions pas celles d'aujourd'hui. Honneur aux Cubains ! Il ne doit plus y avoir de colonies, mais des peuples libres. Protestons de toutes nos forces contre la politique mesquine de l'administration des Etats-Unis, qui, sous prétexte de neutralité, soutient en réalité l'Espagne monarchique contre la république de Cuba. Que les rois soutiennent le despotisme, c'est tout simple ; mais la grande République américaine doit soutenir la liberté. Cuba libre, c'est un nouveau fleuron à

cette grande chose qui s'appellera un jour, et bientôt, je l'espère, la République Universelle.

Le citoyen Sureau. — A Bandin, tombé martyr en combattant le Coup d'Etat, à Robefort et à tous ceux qui ont l'énergie de leurs convictions.

Le citoyen St Gaudens. — A la République Universelle, à l'union de tous les peuples libres.

Le citoyen Debuchy. — A la section de St-Louis, qui a fondé l'Union Républicaine. A nous de la secourir dans l'œuvre de rallier en un faisceau tous les républicains qui parlent la langue française.

L'Assemblée se sépare aux acclamations de la Marcellaise.

Ire SECTION

L'orateur définit d'abord le travail.

C'est, dit-il, l'application de nos forces et de notre intelligence sur les matériaux fournis par la nature. Il ne crée rien, il n'invente rien ; il recueille, il modifie, il découvre. Qu'il façonne une pierre ou une intelligence, il n'en agit pas moins sur des matériaux qu'il n'a pas créés.

Le travail a donc besoin, pour s'exercer, de matériaux et d'instruments. Ils lui sont fournis, soit par la nature, soit par les efforts, perfectionnements et découvertes de toutes les générations passées.

Le sol, avec ses minéraux et ses forces productives, ainsi que tous les agents naturels que l'homme fait concourir à ses travaux, voilà les matériaux et les forces fournies par la nature, que je réunis sous le nom de capital naturel.

Les outils, les machines, les connaissances acquises par l'étude, les aptitudes développées par le travail, voilà ce qui constitue le capital social.

Quoi qu'en disent certains économistes, ni l'un ni l'autre ne sont producteurs par eux-mêmes : Comment le sol produira-t-il, si le travail ne le cultive ? Comment une machine fonctionnera-t-elle, si le travail ne la fait mouvoir ? Le travail est le seul agent de la production ; le capital naturel et le capital social n'en sont que les instruments.

Cependant, l'agent dépend aujourd'hui de l'instrument, le travailleur du capitaliste. Celui qui devrait obéir, commander, et celui qui devrait diriger n'est qu'un salarié, un mercenaire.

Nous avons donc à examiner, travailleurs, si le propriétaire, lorsqu'il réclame une rente pour l'usage du sol, a le droit de se faire payer ce que la nature donne gratuitement à tous ; et si, lorsqu'il réclame une salaire pour l'usage des instruments de travail, il a le droit d'accaparer à son profit le fruit des travaux de toutes les générations passées, l'héritage de tous.

Nous avons à examiner, en un mot, si un homme a droit à une rétribution autre que celle de son travail. Et si, au point de vue de la justice, nous devons répondre : non, il nous faut chercher quels sont les moyens de réaliser la justice sur la terre.

Ici, l'orateur passe en revue les efforts faits par les travailleurs pour s'affranchir. Il prouve que, si les révolutions n'ont pu, jusqu'ici, résoudre le problème, c'est que la plupart n'ont été que des changements de décor. Il ne suffit pas, dit-il, de remplacer un roi par un roi ou par un président, il faut modifier les institutions.

L'orateur prouve ensuite que la grève ne peut affranchir les travailleurs. Si par elle, l'ouvrier fait parfois augmenter ses salaires, il ne peut empêcher les maîtres d'augmenter leurs bénéfices. S'il gagne davantage, il paie plus cher, voilà tout. C'est un moyen de guerre que la dure nécessité force parfois d'employer, mais dans cette lutte, pot de terre contre le pot de fer, l'ouvrier ne peut manquer de succomber : ses maîtres ont en mains le nerf de la guerre.

Travailleur, instruit par l'expérience, tu dis : la grève est une arme impuissante qui doit être remplacée par l'arme plus effective de la coopération. Mais, prends-y garde, la coopération, telle du moins qu'on la pratique aujourd'hui, tend-elle réellement à affranchir les travailleurs, ou n'est-elle aussi qu'une arme de guerre ?

Oui, la coopération résoudre le problème social si elle s'appliquait à assembler à tous les travailleurs l'usage de l'instrument du travail, et à délivrer les consommateurs des bénéfices que prélèvent aujourd'hui l'oisif et l'inutile. Mais de petites associations coopératives isolées, réalisant des bénéfices, et embauchant quand l'ouvrage presse, un supplément de travailleurs en qualité de salariés, sont inutiles à la masse.

Que les Propriétaires de Rochdale réalisent des millions, qu'importe ; les propriétaires anglais en, sont-ils moins misérables ? L'atelier coopératif est dirigé par plusieurs patrons, au lieu de l'être par un seul. Un

petit nombre d'ouvriers tend ainsi à constituer une nouvelle caste ayant au-dessus d'elle la bourgeoisie, et au-dessous le prolétariat.

Et ces corporations ouvrières qui tendent à monopoliser le travail, à fermer l'atelier à tous ceux qui n'ont pas fait leur apprentissage à tel âge, et qui n'ont pas eu poche leur carte de sociétaires, que font-elles pour le prolétariat? Qu'elles se généralisent, et tous les travaux rémunérateurs seront accaparés par quelques-uns, et les prolétaires seront réduits aux travaux parcellaires, dans lesquels ils auront encore à supporter la concurrence désastreuse des femmes et des enfants. Terrible nécessité qui force le travailleur à lutter, non seulement contre les capitalistes, mais contre ses frères plus misérables qui aviliraient bientôt tous les salaires, si on ne leur fermait l'entrée de l'atelier.

Ah! travailleurs, tout en obéissant aux tristes nécessités de la lutte, ne pouvons-nous faire des associations assez larges pour admettre tout le monde, pour ouvrir à tous toutes les avenues du travail? Notre tâche, c'est de détruire les monopoles, non pas d'en créer de nouveaux.

Ce qui permet à nos maîtres de s'enrichir, ce sont les rentes, intérêts et bénéfices qu'ils prélèvent sur notre travail; ce qui fera rentrer la richesse dans nos mains, c'est la suppression de ces bénéfices. Mais les sociétés coopératives, organisées sur le plan des Pionniers de Rochdale, réalisent des bénéfices qu'elles partagent ensuite entre les membres. Ne serait-il pas plus simple, plus logique, plus naturel, au lieu de partager les bénéfices à la fin de l'année, d'en faire usage de suite le consommateur, en vendant à prix coûtant? On ferait alors aux patrons et aux commerçants une concurrence effective, car, par l'attrait du bon marché, on attirerait bientôt à soi tous les consommateurs.

Examinons l'apogée suivant :

Au pays d'Utopie, les travailleurs étaient comme nous, salariés, dépendants et misérables; mais ils étaient intelligents, ils avaient su entendre, s'unir et agir de concert. Laissons-nous plus longtemps, dirent-ils, quelques privilèges s'engraissent de nos sueurs? Nous produisons la richesse, il ne tient qu'à nous de la conserver; unissons-nous, et à l'avenir...

Et les travailleurs se cotisèrent; ils réalisèrent bientôt un capital suffisant pour établir quelques ateliers, ouvrir quelques magasins, cette fois, n'appartenaient pas à quelques-uns, mais à tous.

Nos maîtres, dirent-ils, vivent de bénéfices; pour leur faire une concurrence certaine, effective, produisons au plus bas prix possible, et vendons à prix coûtant.

La monnaie métallique est une marchandise qu'on peut scier, et qui, par conséquent, favorise le monopole. Pour la supprimer, il faut savoir s'en passer. Émettons des bons d'échange ayant pour garantie le travail effectué, et n'étant remboursables qu'en produits de nos magasins et usines. Alors, il y aura échange direct des produits entre les produits, et l'argent, ce tyran qui s'impose dans toutes les transactions, perdra son privilège, et redeviendra ce qu'il est en réalité, une simple marchandise.

Ainsi fut fait, et voici ce qui arriva :

Entre un commerçant: Combien ce produit? — Tant la pièce. — Mais si j'en prends quelques centaines? — C'est absolument le même prix. — Comment! vous vendez aussi cher en gros qu'en détail? — Comme vous le dites. — Mais alors, que devient mon bénéfice, mon seul gagne-pain? Je suis ruiné. — Faites comme nous, citoyen, travaillez. — Mais mon magasin? — Combien vaut-il, votre magasin? — Tant. — Fort bien, vendez-le-nous, nous vous servirons en paiement une rente annuelle de tant pendant vingt ans. — Hélas! il le faut bien, dit le commerçant avec un gros soupir.

Arrive un patron: Vous me faites, dit-il, une concurrence terrible; je me ruine sans pouvoir vendre à aussi bon marché que vous; et pour comble de malheur, après m'avoir enlevé mes pratiques, vous m'enlevez mes ouvriers. Que voulez-vous donc que je fasse? — Faites comme nous, citoyen, travaillez. — Mais mon atelier? — Vendez-le-nous. — Hélas! il le faut bien, dit le patron avec un gros soupir.

Vient un propriétaire: Vous achetez, vous bâtissez, et vous louez à des prix très minimes, dit-il, vous dépréciez la propriété; si cela continue, nous sommes ruinés. — Eh bien, citoyen, vendez-nous votre propriété. — Hélas! il le faut bien, dit le propriétaire avec un gros soupir.

Entre un banquier: Avec vos bons d'échange, dit-

il, vous tuez le prêt et l'intérêt; que ferons-nous de notre or? — Vendez-le à nos bijoutiers. — Et quand nous aurons ainsi dépensé notre capital? — Vous ferrez comme nous, citoyen, vous travaillerez. — Hélas! il le faut bien, dit le capitaliste avec un gros soupir.

Et voilà comment les travailleurs du pays d'Utopie s'affranchirent de la dépendance et de la misère. Est-il donc si difficile de faire comme eux?

IÈRE SECTION.

A propos de notre règlement, un membre prend la parole, et dit :

Notre règlement nous enjoint de servir et de défendre la cause républicaine la plus avancée, la plus en harmonie avec notre principe; à cela pas d'objection, mais pour savoir si réellement la cause qu'on appelle républicaine est la meilleure, il faut l'analyser; c'est que je vous demande la permission de faire en quelques mots.

Il y a, en théorie, deux sortes d'organisation politique républicaine: celle qui part de l'individu pour arriver à l'État; et celle qui part de l'État pour arriver à l'individu.

Ainsi, pour les Français de 1793 et de 1848, au premier rang figure l'État, puis le département, puis le canton, puis la commune, puis le citoyen.

C'est à dire qu'on doit mettre en ligne les intérêts comme suit :

Ceux de la nation d'abord et les siens en dernier. La conséquence de ce système politique est la loi des majorités. C'est la démocratie, le "vox populi". On obéit au nombre; c'est "démos" qui gouverne.

Or, être gouverné par un seul, ou par quelques-uns, supposés les plus sages, ou par la multitude, supposée la plus saine et la moins facile à corrompre, n'est-ce pas à peu près la même chose pour celui qui ne veut pas être gouverné?

Si nous examinons maintenant l'autre système, qui place d'abord en première ligne le citoyen, et l'État en dernier, comme une institution qui a fait son temps, n'y trouvons-nous pas, avec la Liberté et le respect de l'individu poussés à l'extrême, l'absence d'une solidarité complète, l'impossibilité d'une organisation sociale de prévoyance et de réparation?

Cependant, ces deux systèmes politiques sont bons, comparés à ceux qui gouvernent actuellement les peuples dans n'importe quelle partie du globe où la monarchie est maîtresse.

De l'avis de tout le monde, il n'y a pas de pays où les hommes aient des institutions politiques plus parfaites et plus sages qu'en Suisse; pas de nation où l'on soit moins gouverné qu'aux États-Unis.

Cependant, ces deux nations, quoique l'idéal de beaucoup de républicains de nos jours, sont loin de pouvoir servir de modèles à la République universelle future.

La première a trop de bourgeois et de privilégiés, et aux États-Unis trop de commissions, qui de police, qui d'hygiène, qui d'amis des animaux, qui de taxes, qui de percement de rues, de routes, qui de n'importe quoi, sont investies d'un pouvoir sans contrôle, souvent injuste et toujours rivalisant; pouvoir que la plupart de leurs membres ont convoité souvent pour faire fortune et qu'ils n'exerceraient, bien entendu, que dans leurs intérêts.

Hélas! voilà la plaie des États démocratiques, c'est l'intérêt des "politiciens" qui prime tout. Ici les institutions sont irréprochables sous beaucoup de rapports, mais les fonctionnaires?

Quels dynastes ébriés pour la plupart, quels intrigants déclassés! quels riches ambitieux de fausse gloire, capables de toutes les indignités!

Trouver aux États-Unis un honnête homme qui, après quelques années de services publics ne soit pas sorti de son poste plus riche que lorsqu'il y est entré, c'est presque impossible!

Que faut-il en conclure? Rien autre chose, sinon que les institutions les plus républicaines, les plus libérales, ont besoin, comme tout le reste, d'agir dans un milieu adéquat à leur esprit.

Tant que le travail et l'échange fonctionneront dans l'intérêt du banquier, du rentier et du planteur, les institutions républicaines seront des propriétés délocalisées, périlissant dans un sol délétère, et rien ne les en tirera.

Il me sera aisé d'illustrer ma pensée, en jetant un rapide coup d'œil sur ce qui se passe actuellement ici, relativement aux Cubains.

Voilà un peuple qui las d'être opprimé et larronné par l'Espagne, veut s'en séparer, comme il y a bientôt 94 ans les États-Unis voulurent se séparer de l'Angleterre. Sa cause est la même, il a été victime d'au-

tant d'abus, a souffert autant d'injustices. De plus, il ne sait si, monarchie avant-hier, révolution hier, régence aujourd'hui, il ne sera pas de rechef monarchie demain. Ça voit ne compte pas, n'a aucune part d'influence dans la délibération de ses destinées, il est condamné au mutisme, à l'isolement; monstruosité à l'époque ou nous vivons. Eh bien, parce qu'un sénateur illustre a fait un discours sur "l'Alabama", espèce de traquenard dans lequel il s'est pris lui-même, sans aucun bénéfice pour la politique future des États-Unis; parce que des marchands yankees dont il est entouré et dont à son insu il subit l'influence, ont intérêt à voir courir librement sur la mer leurs vaisseaux marchands, il faut laisser assassiner un peuple héroïque qui, non seulement, défend son indépendance, mais le droit d'être libre, droit naturel et imprescriptible de toutes les nations. N'est-ce pas méconnaître l'esprit des institutions de ce pays?

Que ces puritains timorés viennent reprocher aujourd'hui aux planteurs de sacrifier l'humanité à leurs intérêts! Ils auront bon air. Ne la sacrifient-ils pas, eux, à l'amour du gain, à un morceau d'éloquence, à un intérêt, de boutique et d'amour propre!

Si la France, avant 1776, avait eu peur que l'Angleterre et l'Espagne harpoussassent ses vaisseaux, elle n'eût pas aidé les Américains révolutionnaires et ils l'eussent trouvée couarde, misérable, indigne; mais elle fut soupçonneuse des droits des peuples, et sans consulter ses intérêts matériels du moment, elle leur envoya des secours. Elle était grande alors, l'esprit des Encyclopédistes l'animait, l'inspiration, lui soufflait ce qu'elle devait faire pour le salut du genre humain.

Aujourd'hui que la France ne peut plus dire aux peuples qui revendiquent leurs droits: Je vais à vous, puisque Napoléon III, son mauvais génie, la tient encore sur son lit de douleur, et chassepot dirigé sur le front, n'est-ce pas à la République des États-Unis à prendre ce rôle? Les peuples du vieux monde la regardent comme l'initiatrice de toutes les idées généreuses et justes, qui doivent prévaloir désormais. Les Américains oseront-ils dire que les peuples se sont trompés? Non certainement.

Au secours: vite! qu'on aide les Cubains. Et que les rhétoriciens se souviennent de leur passé! Assez de lenteur, de honte, comme cela; ce n'est pas assez de se dire en République au XIXe siècle; il faut, quoi qu'il arrive, en avoir l'esprit et surtout, si l'on s'avoue radical, en mériter le nom.

2ÈME SECTION.

Un citoyen démontre l'inconséquence de ceux qui, se disant révolutionnaires, veulent quand même la révolution pacifique.

La révolution, dit-il, marche à la liberté; mais pour atteindre ce but, ses moyens d'action dépendent des obstacles qu'elle rencontre sur sa route.

Eh! bon bourgeois, toi qui veux quand même la révolution pacifique, cris-tu que nous, républicains-socialistes, sommes révolutionnaires pour le plaisir de casser des vitres, d'égorger nos semblables, et, qui pis est, de nous faire fusiller, emprisonner, exiler et exporter? Non! mais à qui gouverne par le sabre et le baillon, on ne peut répondre que par la force. D'ailleurs, ces luttes fratricides, qui les a toujours provoquées, qui les provoquera peut-être encore? Ce sont les réactionnaires.

Si la noblesse française, au lieu d'émigrer, et d'ameuter l'étranger contre la patrie, avait franchement accepté les réformes de 1789, la révolution, comme Saturne, n'aurait pas dévoré ses enfants.

Si tu n'avais pas, bon et honnête bourgeois, fusillé le peuple en juin 1848, nous n'aurions pas eu le Coup d'État de décembre, et le second empire.

Si les Suédois avaient consenti à l'abolition graduelle de l'esclavage, au lieu de provoquer la sécession, les États-Unis n'auraient pas eu à traverser quatre ans d'une affreuse guerre civile.

Or, retiens bien ceci, bon bourgeois: Il faut que la République remplace l'empire; il faut que les États-Unis d'Europe se constituent; il faut que la question sociale trouve une solution avant la fin du XIXe siècle. Et pour que tout cela s'accomplisse pacifiquement, il faut que l'empire abdique, et que la bourgeoisie, au lieu d'entraver le mouvement, le seconde.

Mais l'empire abdicquera-t-il? Mais la bourgeoisie comprendra-t-elle? Là est la question. Quoi qu'il en soit, de gré ou de force, la révolution s'accomplira.